

TI_GERICHTE 35.2000.16 vom 24. November 1999

TI Tribunale d'appello, 1999-11-24, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_35.2000.16

FR: TI_GERICHTE 35.2000.16 du 24 novembre 1999

IT: TI_GERICHTE 35.2000.16 del 24 novembre 1999

Regeste

Sentenza o decisione senza scheda

Erwägungen

E. 15

ottobre 1996 in re C., U60/96). Dalla medesima, e quindi dai redditi ipotetici determinati in quel contesto, non v'è ragione di scostarsi ..." (STFA 2.7.1998 in re UAI c. M. D. S. B. consid. 3c). Questa Corte, con la sentenza 27 ottobre 1999 in re S. c. UAI, concernente un'assicurata ritenuta in condizione di lavorare in attività adeguate soltanto nella misura del 50%, ha avuto ancora modo di testare - alla luce della più recente giurisprudenza emanata dal TFA in materia di reddito da invalido (la stessa indicata dall'INSAI in sede di risposta di causa) - la suesposta sua prassi, pervenendo, finalmente, alla conclusione che quest'ultima è senz'altro meritevole d'essere ulteriormente seguita: " 2.8. In una sentenza del 28 settembre 1998 nella causa A.H pubblicata cfr. DTF 124 V 32ss (= Pratique VSI 1999 p. 51 = SVR 1999 IV no. 11) il TFA ha ribadito che, per determinare il reddito da invalido, ci si può riferire ai salari deducibili da tabelle statistiche. Ciò è il caso soprattutto nell'ipotesi in cui, dopo l'insorgenza del danno alla salute, l'assicurato non ha più ripreso a svolgere attività lucrativa o per lo meno l'attività lucrativa esigibile (Pratique VSI 1999 p. 54 consid. 3b.aa e giurisprudenza citata). Preso inoltre atto del fatto che l'inchiesta sui salari pubblicata dall'UFIAMIL è stata pubblicata per l'ultima volta nel 1993, il TFA ha dichiarato applicabile l'inchiesta svizzera sulla struttura dei salari (ISS), che, a partire dal 1994 viene pubblicata ogni due anni. Secondo l'Alta Corte l'obiettivo primario di questa inchiesta è quello di fornire informazioni sui salari con valore rappresentativo per tutta la Svizzera. In proposito il TFA ha precisato che: " Elle englobe les salariées travaillant dans des entreprises de tout format et dans les branches extérieures au secteur agricole (industrie, arts et métiers, commerce, services, professions libérales, assurances sociales, organisations sans but lucratif), y compris l'horticulture. Pour l'enquête de 1994, l'administration publique n'est représentée que par les services de la Confédération (PTT et CFF inclus). Contrairement à l'ancienne enquête sur les salaires d'octobre, l'ESS enregistre les salaires individuels des travailleurs en lieu et place des sommes salariales; elle englobe aussi - et c'est une nouveauté - les personnes travaillant à temps partiel et les cadres de tous de échelons. Les résultats de l'ESS mettent en évidence que le montant du salaire est déterminé en majeure partie par le niveau des exigences du poste de travail, mais aussi par la formation, la situation professionnelle et le genre d'activité. Une analyse des données recueillies souligne d'autre part l'influence des critères personnels tels que le sexe, les années de service, l'âge et la nationalité sur le niveau du salaire (ESS p. 17 ss). Enfin, le tableau 13* de l'ESS montre que, d'une manière générale, les personnes travaillant à temps partiel sont proportionnellement moins bien rémunérées que celles qui ont une activité à

plein temps. La partie réservée aux tableaux figurant en annexe de l'ESS contient, outre la statistique des montants salariaux (salaires réels nets, groupe B), une statistique des taux salariaux, c.-à-d. des salaires bruts standardisés, pour le groupe des tableaux A. Ce sont ces dernières données qu'il faut prendre en considération pour effectuer la comparaison des revenus, en se basant toujours sur la valeur médiane (moyenne), qui est généralement moins élevée que la moyenne arithmétique ("salaire moyen") et relativement solide par rapport à la moyenne incluant des valeurs extrêmes (très bas et très hauts salaires; voir ESS p. 9). Pour l'application du groupe de tableaux A, il convient de voir que l'on s'est généralement basé sur un horaire hebdomadaire de 40 heures, ce qui est légèrement inférieur à l'horaire moyen usuel de 41,9 heures pratiquée en 1994 (voir p. 42 de l'ESS). bb. Selon le tableau A 1.1.1 de l'ESS 1994, la valeur moyenne de la rémunération pour des hommes chargés de tâches simples et répétitives (niveau des exigences 4) dans le secteur privé (avec horaire hebdomadaire de 40 heures) s'élevait à 4127 francs en 1994, ce qui correspond, pour un horaire moyen hebdomadaire de 41,9 heures, à 4323 francs par mois ou à 51876 francs par année. (...)" (Pratique VSI 1999 pag. 54-55). Il TFA ha inoltre precisato che, nel calcolo del reddito da invalido, si deve tener conto del fatto che le persone invalide, che sono limitate anche nell'adempimento di attività ausiliarie leggere, sono pure svantaggiate sul piano della remunerazione nei confronti dei lavoratori in possesso della piena capacità di lavoro e perfettamente atti ad essere assunti. Di conseguenza queste persone possono pretendere un salario proporzionalmente meno elevato: " (...) Il convient aussi de considérer que les personnes atteintes dans leur santé, qui sont handicapées même dans l'accomplissement de travaux auxiliaires légers, sont désavantagées sur le plan de la rémunération par rapport à des travailleurs en pleine possession de leur capacité de travail et parfaitement aptes à être engagés, et qu'elles doivent généralement tabler sur un salaire proportionnellement moins élevé (voir ATF 114 V 310 consid. 4b non publié; VSI 1998 p. 181 consid. 3a; arrêts non publiés en la cause A. du 11 août 1997 [A 99/95] consid. 4b. bb et en la cause O. du 27 mars 1996 [I 38/96] consid. 4b). Dans le cas présent, il semble justifié d'admettre une réduction de 15% du revenu par rapport au salaire de référence du fait que le recourant est gêné dans l'exécution des travaux que l'on peut encore exiger de lui en raison des troubles de la motricité fine et de la coordination affectant les extrémités droites. De ce fait, le revenu qu'il pourrait encore réaliser en dépit de son invalidité s'élève à 26 457 francs pour une capacité de travail de 60%. Comparé au revenu hypothétique de 82 865 francs qu'il aurait obtenu sans son invalidité, il en résulte un degré d'invalidité de 68%, qui était déjà acquis au moment où la décision litigieuse a été rendue (le 20 octobre 1995). (...)" (Pratique VSI 1999 pag. 55-56). In un'altra sentenza del 24 marzo 1999, pubblicata in Pratique VSI 1999, pag. 182 seg., il TFA ha inoltre sviluppato le seguenti considerazioni: "b. Pour déterminer le revenu que le recourant peut encore raisonnablement réaliser en dépit de son atteinte à la santé, l'administration et l'autorité de première instance se sont référées à l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) en 1994; selon cette étude, la valeur moyenne des salaires pour des hommes occupés à des tâches simples et répétitives (niveau d'exigence 4) dans le secteur privé et public (pour un horaire hebdomadaire de 40 heures) s'établit à 4225 francs (tableau A 1.3.1). Sur la base d'un horaire hebdomadaire moyen de 41 h 9 et compte tenu d'une hausse nominale annuelle de 1,3 % en 1995 et 1996 (Die Volkswirtschaft, 1998 cahier 1, annexe p. 27, tableaux B 9.2 et B 10.2), le revenu de 1996 se monte à 4541 francs par mois ou 54 492 francs pour l'année. Si l'on admet avec le recourant qu'il peut encore travailler dans l'industrie et les arts et métiers, mais pas dans le secteur public, le tableau A 1.1.1 de l'ESS (valeur moyenne des salaires pour des hommes occupés à des tâches simples

et répétitives dans le secteur privé) indique un montant de 4127 francs, ce qui correspond, pour un horaire hebdomadaire moyen de 41 h 9, à un revenu de 4323 francs par mois. Compte tenu de l'évolution nominale des salaires, on arrive ainsi pour 1996 à un montant mensuel de 4436 francs ou annuel de 53 232 francs. Il faut en outre considérer que les personnes atteintes dans leur santé, qui sont handicapées même pour accomplir des tâches auxiliaires légères, sont désavantagées sur le plan de la rémunération par rapport aux travailleurs jouissant d'une pleine capacité de travail et pouvant être engagés comme tels; c'est pourquoi ces personnes doivent généralement compter sur des salaires inférieurs à la moyenne (ATF 124 V 321 ss consid. 3b/bb = Pratique VSI 1999 p. 51; ATF 114 V 310 consid. 4b non publié; VSI 1998 p. 179 consid. 3a). Cette réduction de salaire concerne aussi bien les assurés qui exercent à plein temps une activité adaptée à leur handicap que ceux qui sont engagés à temps partiel (RCC 1989 p. 483 consid. 3b). Si l'on admet un taux de rémunération situé au-dessous des valeurs de l'Enquête sur la structure des salaires de l'Office fédéral de la statistique, la réduction doit être déterminée dans chaque cas concret sur la base du handicap réel que subit l'assuré dans le domaine d'activité qui lui est encore accessible, à l'exclusion de toute réduction générale de 25% (VSI 1998 p. 179 consid. 3a). C'est ainsi que, par ex., une réduction du revenu de 10% seulement par rapport au salaire indiqué dans le tableau statistique pour un assuré qui pouvait encore effectuer des travaux auxiliaires légers à mi-temps sans autre handicap a été considérée comme appropriée (VSI 1998 p. 177 consid. 3a; Meyer-Blaser, Bundesgesetz über die Invalidenversicherung, Zurich 1997, p. 210; voir aussi Jürg Scheidegger, Rechtliche Rahmenbedingungen für die Verwendung von Tabellenlöhnen bei der Invaliditätsgradermittlung, St-Gallen 1999, p. 113). Dans le cas d'espèce, il y a lieu au surplus de tenir compte du fait que le recourant à besoin d'effectuer plus de pauses qu'un travailleur en bonne santé. D'autre part, le recourant fait remarquer à bon droit que l'assuré qui a perdu sa place de travail pour de raisons de santé ne peut obtenir un salaire moyen dans une activité adaptée à son état, car le marché du travail qui lui reste ouvert ne peut être que celui des personnes qui débutant dans une entreprise (voir ESS p. 81ss). Au demeurant, l'importance des années de service diminue dans le secteur privé en fonction de l'appauvrissement du profil des exigences (ESS p. 21). Une réduction du revenu de 25% par rapport au salaire statistique moyen, telle que l'ont admise l'administration et l'autorité de première instance, paraît appropriée dans le présent cas compte tenu de toutes les circonstances. De ce fait, le revenu hypothétique annuel avec invalidité s'élève à 40 869 francs (secteur privé et public) ou 39 924 francs (secteur privé), ce qui donne un taux d'invalidité de 47%. Partant le jugement attaqué doit être confirmé dans son ensemble (cfr. Pratique VSI 1999 pag. 184-186)". Sulla riduzione da applicare per tenere conto del fatto che il personale non qualificato con problemi di salute sarà difficilmente in grado di conseguire il salario medio figurante nelle statistiche, vedi pure: SVR 1999 IV no. 55 p. 185 consid. 2.9 e giurisprudenza citata; SVR 1998 IV no. 8 pag. 33; SVR 1999 IV no. 6 pag. 16; SVR 1998 AHV no. 15 pag. 53; RAMI 1993 no. U 168 pag. 103 consid. 5; RCC 1989 pag. 485 consid. 3b; Plädoyer, 1995 no. 1 pag. 67 consid. 5c e d; sentenze non pubblicate 31 dicembre 1997 in re F., I 428/96 e 3 maggio 1996 in re B., I 251/95. 2.9. Il TCA ha quindi chiesto all'UAI di indicare quale sarebbe il reddito da invalido dell'assicurata applicando esclusivamente le citate tabelle. Il consulente _____ ha fornito al riguardo una significativa risposta integralmente riprodotta al consid. 1.8. Egli ha in particolare sottolineato, illustrandone i motivi, perchè gli orientatori non utilizzano puramente e semplicemente le statistiche nazionale ISS. Il consulente professionale ha poi affermato che la collaudata prassi giudiziale cantonale (cfr. consid. 2.5)

"è risultata sostanzialmente aderente alla situazione effettiva del mercato del lavoro (riferito ad attività non qualificate o leggere) dovendosi caso mai osservare, negli ultimi tempi, un'ulteriore spinta al ribasso dei redditi reperibili". Egli ha inoltre sottolineato che il valore medio di fr. 24'500.-- per le donne, viene utilizzato quale parametro di base, rispetto al quale vengono eventualmente applicate ulteriori riduzioni giustificate dalla situazione concreta dell'assicurata. Il consulente _____ ha poi ancora affermato che il metodo elaborato dalla Suva (descrizione del posto di lavoro) non è considerato affidabile dalla maggior parte degli orientatori, anche di altri Cantoni (per maggiori dettagli, cfr. consid. 1.8). Egli ha poi così risposto al quesito posto dal TCA: " L'applicazione della giurisprudenza citata nella richiesta impone quindi l'adozione di particolari cautele, che complicherebbero enormemente il calcolo finale, in quanto diverrebbe necessario elaborare adeguamenti ulteriori e specifici per rendere aderente alla realtà l'interazione inabilità - redditi cantonali - invalidità finale. (...) Nel caso in esame ci riferiamo alle tabelle dei salari (ISS) in particolare ai dati sui redditi in occupazioni non qualificate, semplici, ripetitive. Le relative tabelle sono state preparate sulla base dei redditi in attività che sono ripetitive e semplici senza tenere conto del fattore "leggero", importante e condizionante il rendimento e quindi il salario corrispondente. Comunque nel 1996, nella categoria indicata, il salario calcolato (quartile inferiore) sarebbe stato di fr. 2344.-- mensili, che permette di definire un importo annuo di fr. 30472.--. Per le lacune del dato statistico e per correttezza nei confronti del portatore di handicap, riteniamo giusto applicare un coefficiente di riduzione di almeno il 20% che dia un'immagine più vicina alle realtà di guadagno da invalido in lavoro semplici, ripetitivi, non qualificati e leggeri. Avremmo pertanto un salario di fr. 24377.--" In realtà questi dati devono essere modificati in fr. 28'128.--, rispettivamente in fr. 22'502.--, come sottolineato anche dall'UAI nello scritto del 7 settembre 1999 (cfr. consid. 1.9 e Pratique VSI 1999 pag. 185 in cui il salario mensile è stato moltiplicato per 12 e non per 13). 2.10. Chiamato ora a pronunciarsi nel caso concreto, il TCA constata che, applicando la propria giurisprudenza (cfr. consid. 2.5 e 2.6), si giungerebbe ad un reddito da invalido di fr. 12'200.-- (grado di invalidità del 68%). Applicando invece le tabelle ISS, con una riduzione del salario medio per i motivi indicati dalla giurisprudenza federale (cfr. consid. 2.8) si otterrebbe invece un reddito di fr. 11'251.-- (fr. 22'502 : 2) (grado di invalidità del 70,66%). In simili condizioni, viste anche le positive considerazioni di coloro che si trovano ad operare sul terreno e sono dunque direttamente a contatto con il mercato del lavoro, questo Tribunale conferma nella presente fattispecie la propria giurisprudenza. Infatti, il consulente professionale ha chiaramente precisato che, da una parte, i dati delle tabelle ISS non sono adeguati alla situazione ticinese e, d'altra parte, che le attività semplici e ripetitive, non sempre sono anche leggere. La necessità di adattare i salari medi nazionali alla situazione del Ticino risulta peraltro implicitamente nella risposta del Consiglio di Stato del 28 settembre 1999 ad una interrogazione dell'On. _____ del 14 agosto 1999 "Bassi salari e reddito familiare" con la quale chiedeva di pubblicare dati disponibili per documentare la situazione relativa al reddito e alle condizioni sociali delle famiglie in Ticino, nonché di presentare i dati aggiornati sui livelli salariali nel nostro Cantone: " (...) Su scala federale la statistica ufficiale fornisce diversi dati che permettono di conoscere l'evoluzione e la struttura dei salari in Svizzera. A livello regionale, le informazioni di cui si dispone sono molto ridotte e riguardano unicamente la struttura dei salari, i cui dati vengono rilevati ogni due anni. Si ricorda il lettore che nel 1994 la statistica è stata sottoposta a profonda revisione, e per quell'anno, eccezionalmente, il Ticino ha potuto disporre di informazioni supplementari. Il calcolo dei dati regionali (grandi regioni) si basa tuttavia sullo schema di

ponderazione dell'economia svizzera, schema che, come noto, presenta diversità anche importanti rispetto al Ticino. Non si è certi tuttavia in che misura questo accorgimento provochi delle distorsioni nei dati pubblicati. Per i prossimi anni è inoltre probabile che l'UST, ritenuta l'importanza della tematica in questione, riesca a mettere a disposizione delle regioni un numero più elevato di informazioni. Per il Ticino si tratterebbe in questo caso di applicare ai dati lo schema di ponderazione della struttura economica cantonale". La riconferma della nota giurisprudenza si giustifica tanto più se si considera che il risultato ottenuto tramite l'applicazione delle tabelle non si scosta di molto dai redditi stabiliti dal TCA e che tali redditi sono stati confermati dal TFA." (STCA 27.10.1999 in re S. c. UAI, p. 15ss.). Sulla scorta delle conferme scaturite dal suesposto riesame, questa Corte non vede alcun motivo per scostarsi dalla sua ormai consolidata giurisprudenza, ritenendo, quindi, che _____, con l'esercizio, a tempo pieno, di un'attività alternativa, possa realizzare un reddito annuo attorno a fr. 35'000.--. 2.5. Con il proprio ricorso 23 febbraio 2000, _____ ha pure contestato il reddito da non invalido ritenuto dall'_____, considerando determinante il reddito che egli - continuando ad esercitare la professione di manovale edile - avrebbe conseguito nel 1999 (fr. 21.70/ora, corrispondente ad un reddito annuo di fr. 49'961.45). Per l'Istituto assicuratore convenuto è, invece, rilevante il reddito che l'assicurato, lavorando sempre nell'edilizia, avrebbe conseguito nel 1998, data dalla quale decorre la rendita d'invalidità riconosciutagli (fr. 21.55/ora, pari ad un reddito annuo di fr. 49'291.22). Da parte sua, questo TCA ritiene di poter far propria la tesi difesa dal ricorrente, nella misura in cui essa si appalesa come conforme alla giurisprudenza del TFA, così come, del resto, già stabilito nella sentenza 28 gennaio 2000 in re B. C. c. INSAI (e, in precedenza, nella sentenza 14 luglio 1998 in re N. c. Winterthur Assicurazioni). In questa stessa pronunzia, lo scrivente Tribunale ha, correttamente, osservato che P. Omlin, a pagina 290 (nota 36) della sua opera "Die Invalidität in der obligatorischen Unfallversicherung", esprime l'opinione secondo cui sarebbe preferibile considerare le circostanze esistenti al momento dell'inizio della rendita. Trattasi qui, di tutta evidenza, di un parere personale dell'autore ("Genau betrachtet müsste jedoch m. E. bei der Invaliditätsbeurteilung - sei es bei der Zusprechung einer Invalidenrente (Verfügung) oder sei es im Beschwerdeverfahren - nicht auf den Sachverhalt im eher zufälligen Zeitpunkt des Erlasses, sondern auf denjenigen zur Zeit des Rentenbeginns (Beginn der Invalidität) abgestellt werden" - la sottolineatura è del redattore), sostenuto semplicemente da un obiter dictum, tratto da una sentenza federale non pubblicata del marzo 1991. A questo riguardo, si fa notare come lo stesso TFA, nella recente sentenza 18 febbraio 1999 in re G. B. c. INSAI, abbia, invece, espressamente richiamato il consid. 1b della DTF 121 V 366, in cui è detto che determinante è appunto la situazione fattuale esistente al momento in cui è stata emanata l'impugnata decisione. In casu, l'impugnata decisione su opposizione è stata emanata dall'_____ in data 24 novembre 1999, ragione per cui rilevante, allo scopo di stabilire l'entità della rendita d'invalidità spettante a _____, è il reddito da non invalido che egli avrebbe realizzato nel 1999. Dalle tavole processuali emerge che, nel 1998, l'insorgente percepiva una paga oraria di base di fr. 21.55 (doc. __, p. 5). Dal doc. _ - "riassunto delle principali condizioni di lavoro nel cantone Ticino a partire dal 1. gennaio 1999", edito dal Sindacato ___ - risulta, d'altro canto, che, a contare appunto dal 1° gennaio 1999, nel settore edile, i salari orari sono stati aumentati di fr. 0.15/ora. Se ne deduce che _____, avesse continuato a lavorare nell'edilizia, avrebbe conseguito, nel 1999, un salario orario di fr. 21.70, corrispondente ad un reddito annuo pari a fr. 49'961.45. 2.6. Il grado d'invalidità del ricorrente - ottenuto confrontando i fr. 35'000.-- (reddito da invalido realizzabile nel

1999) al reddito che egli avrebbe potuto conseguire, nel 1999, se non fosse intervenuto l'infortunio, e cioè fr. 49'961.-- - risulta essere del 30% (arrotondamento conforme a quanto statuito dal TFA nel considerando non pubblicato della DTF 122 V 335).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.